



SPL LAVAL MAYENNE AMÉNAGEMENTS

17, rue de Franche Comté

53000 LAVAL

RCS Laval : 799 245 709

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE LAVAL MAYENNE AMÉNAGEMENTS

**MARCHÉ PUBLIC POUR LA DÉCONSTRUCTION DU BÂTIMENT 46 AU SEIN DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT
CONCERTÉ DU QUARTIER FERRIÉ**

(REF : 2023-SPLMA10)

LETTRE DE CONSULTATION

Maître de l'ouvrage : SPL Laval Mayenne Aménagements

Représentant du pouvoir adjudicateur : M. Jean-Marc BESNIER – Directeur Général

Adresse : 17, rue de Franche Comté – 53000 Laval

Profil acheteur : www.marches-securises.fr

DATE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES : MERCREDI 21 JUIN 2023 à 12h00

Le dossier de consultation des entreprises est intégralement dématérialisé et n'est pas disponible par voie papier.

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	3
1.1 – Pouvoir Adjudicateur.....	3
1.2 – Objet.....	3
1.3 – Durée du marché.....	3
1.4 – Modalités de financement du marché.....	3
1.5 – Type de procédure – Caractéristiques générales.....	3
1.6 – Décomposition en tranches.....	3
1.7 – Marché réservé à une profession règlementée.....	4
1.8 – Sous-traitance – Groupement d'entrepreneurs.....	4
1.9 – Intervenants.....	4
ARTICLE 2 – COMPOSITION DU D.C.E ET PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
2.1 – Composition du dossier de consultation des entreprises.....	5
2.2- Pièces concernant la candidature.....	5
2.3 – Absence de production des documents de la candidature.....	7
2.4 – Pièces à fournir par le candidat pressenti pour être attributaire du marché.....	7
2.5 – Pièces relatives à l'offre.....	8
ARTICLE 3 – JUGEMENT DES PROPOSITIONS.....	8
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1 Date de remise des offres et mode de réponse.....	9
4.2 Conditions de la dématérialisation.....	9
ARTICLE 5 – NÉGOCIATION.....	11
ARTICLE 6 – VISITE DE SITE.....	12
ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	12
ARTICLE 8 – INDEMNITÉ AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ PUBLIC.....	12
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DE DISCRÉTION & PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS TRANSMIS.....	12
ARTICLE 10 – PROCÉDURE DE RECOURS	12
ARTICLE 11 – SIGNATURE DU CONTRAT.....	12

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 – Pouvoir Adjudicateur

SPL Laval Mayenne Aménagements
Siren : 799 245 709

Les demandes de renseignements sont adressées directement par le profil acheteur www.marches-securises.fr

1.2 – Objet

Le présent marché public a pour objet l'exécution de travaux de déconstruction intégrale du bâtiment 46 au sein du périmètre de la zone d'aménagement concerté du Quartier Ferrié.

1.3 – Durée du marché

La durée globale d'exécution du marché est de six (6) mois à compter de sa notification. Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux est le suivant :

- Exécution des travaux sur une période de 22 semaines (période de préparation, d'instruction du plan de retrait incluse et hors congés payés).

Le présent marché n'est pas renouvelable.

1.4 – Modalités de financement du marché

Le financement de l'opération est assuré par les ressources propres du pouvoir adjudicateur

1.5 – Type de procédure – Caractéristiques générales

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée ouverte librement définie par le pouvoir adjudicateur en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition par lot. Les variantes ne sont pas autorisées. Le marché ne comprend pas de traité de prestation supplémentaire éventuelle.

Il n'est pas réservé et ne comprend pas de limite à la sous-traitance. Le marché est traité sans clause d'insertion par l'activité économique.

La visite du site est obligatoire.

1.6 – Décomposition en tranches

Le marché comprend une tranche ferme et quatre tranches optionnelles, selon la décomposition suivante :

- Tranche ferme : déconstruction du bâtiment 46 ;

- Tranche optionnelle n°1 : en cas de découverte, suppression des conduites enterrés en amiante-ciment
- Tranche optionnelle n°2 : concassage des déchets inertes sur site et mise en stockage sur l'emprise chantier
- Tranche optionnelle n°3 : déplacement des inertes concassés sur le quartier Ferrié dans un rayon de 1 km par rapport au chantier
- Tranche optionnelle n°4 : évacuation des inertes concassés et revente par l'entreprise

Les conditions d'affermissement des tranches optionnelles sont définies au sein de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières.

Les candidats devront identifier, au sein de leur proposition, les conditions tarifaires spécifiques à l'exécution des tranches optionnelles.

1.7 – Marché réservé à une profession réglementée

Les travaux à réaliser comprennent pour partie des prestations de désamiantage de l'ensemble immobilier. De ce fait, les travaux correspondants devront être réalisés par un opérateur économique disposant du certificat attestant de sa capacité à exécuter des travaux d'encapsulation et de retrait d'amiante ou d'article en contenant prévu par l'article R4412-129 du code du travail.

1.8 – Sous-traitance – Groupement d'entrepreneurs

Les groupements d'opérateurs économiques pourront présenter une candidature et une offre. Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Il n'est pas prévu de limite à la sous-traitance au sens de l'article L2193-3 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire peut notamment proposer la sous-traitance des travaux de désamiantage, lesquels devront obligatoirement être réalisés par une entreprise bénéficiant des autorisations prévues par la réglementation en vigueur, notamment celle issue du code du travail.

1.9 – Intervenants

Les intervenants missionnés pour la réalisation de cette opération sont les suivants :

- La maîtrise d'œuvre pour la préparation des travaux de démolition et le suivi de l'exécution des travaux est assurée par la SAS AD INGÉ (103, avenue Henri Fréville à Rennes – 35200) ;
- La mission de coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée, pour les phases conception et travaux, à PBudo 53 (11, place de l'Église Saint-Martin – Châtres-la-Forêt – 53600 Évron).

ARTICLE 2 – COMPOSITION DU D.C.E ET PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

2.1 – Composition du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- La présente lettre de consultation,
- L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP),
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- L'attestation de visite de site,
- Le planning de réalisation,
- Le plan de l'ensemble immobilier à déconstruire,
- Les déclarations de projet effectués par le maître d'ouvrage,
- Les plans des réseaux géolocalisés sur l'emprise du chantier,
- Le diagnostic PEMD,
- Les diagnostics amiante-plomb du bâtiment 46,
- Le plan général de coordination,
- Les formulaires administratifs (DC1, DC2,...),
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME),
- Le formulaire informations du candidat.

2.2- Pièces concernant la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées :

- 1) **Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

- 2) **Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint)** attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. **La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.**

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant.

3) Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle :**

- La preuve de l'inscription sur un registre professionnel par la transmission du numéro unique d'identification (numéro SIREN) ;
- Le certificat attestant de la capacité de l'entreprise pour exécuter des travaux d'encapsulation et de retrait d'amiante ou d'article en contenant prévu par l'article R4412-129 du code du travail,

- **Capacité économique et financière :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires relatif aux travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou formulaire DC2* complété ;
- Une attestation d'assurance professionnelle.

- **Capacités techniques et professionnelles :**

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie, le cas échéant, d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ou tout équivalent. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Pour les candidatures présentées par un groupement, les pièces prévues par le présent article devront être remises par chaque membre du groupement à l'exception de la lettre de candidature avec déclaration sur l'honneur (ou DC1), laquelle devra être produite en un exemplaire pour tous les membres du groupement. En outre, le dossier de candidature devra également comprendre la désignation d'un mandataire (ou DC1), à qui les notifications seront ensuite effectuées.

Les candidats qui seront objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de leur capacité économique et financière, l'un des renseignements ou documents requis pourront toutefois démontrer leur capacité par tout moyen équivalent, telles qu'une déclaration appropriée de banques, la remise du budget prévisionnel de l'exercice en cours, la fourniture d'un extrait de bilan (si celui-ci est obligatoire en vertu de dispositions légales) ou la remise de certificats de qualification professionnelle.

Les candidats pourront, le cas échéant, faire valoir les capacités économiques et financières comme professionnelles et techniques d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux-mêmes et ces entités. Ils devront, dans ce cas, prouver qu'ils disposeront des moyens nécessaires, par exemple, par la production de l'engagement de ces entités à mettre à la disposition de l'opérateur leurs moyens, pour l'exécution de ce contrat.

Ces autres entités justifient leurs capacités professionnelles, techniques et financières en produisant les mêmes documents concernant que ceux demandés aux candidats par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de la lettre de candidature.

2.3 – Absence de production des documents de la candidature

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnées à l'article 2.2.

Le formulaire DUME est fourni prérempli au sein du dossier de consultation des entreprises.

Le candidat doit impérativement faire apparaître en français, au sein du DUME, toutes les informations permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier l'aptitude, les capacités techniques, professionnelles, et financières de celui-ci.

Les candidats auront la possibilité de remettre un DUME déjà utilisé lors d'une procédure antérieure, à condition que les informations inscrites au sein de celui-ci soient toujours valables.

Les candidats auront également la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser au sein de leur dossier de candidature :
 - La liste des documents concernés pouvant être obtenus par ce biais,
 - L'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents concernés doivent être toujours valables.

Les candidats sont enfin informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition des informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser au sein de leur candidature :
 - La liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - Les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès aux documents concernés doit être gratuit.

À défaut de respecter les conditions précitées, les candidatures présentées, quelle que soit les modalités invoquées, devront être rejetées, celles-ci étant considérées comme incomplètes.

2.4 – Pièces à fournir par le candidat pressenti pour être attributaire du marché

En application des articles R2144-4 & R2143-6 du code de la commande publique, le marché public sera attribué aux candidats pressentis justifiant ne pas tomber dans un cas d'interdiction de soumissionner procédures de passation de marchés publics.

L'opérateur économique pressenti qui ne pourra produire ces documents dans le délai indiqué par le pouvoir adjudicateur verra sa candidature rejetée et sera éliminé, le candidat suivant étant alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit le cas échéant attribué. Cette opération pourra être répétée autant de fois que nécessaire.

2.5 – Pièces relatives à l'offre

Les offres n'ont pas à être remises signées. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul opérateur économique attributaire. Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- 1) L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières dûment complété,
- 2) Une offre de prix détaillée valant décomposition du prix global et forfaitaire.
L'offre de prix devra faire apparaître les prix proposés pour l'exécution de la tranche ferme ainsi que les prix applicables pour l'exécution de chaque tranche optionnelle ;
- 3) L'attestation de visite de site mentionnée à l'article 6 ;
- 4) Une note méthodologique succincte. Ce document comprendra :
 - Les moyens techniques et humains spécifiquement affectés à ce chantier ;
 - Un programme d'exécution des travaux, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier et la méthodologie employée pour la bonne mise en œuvre de celui-ci.

Le mémoire technique devra notamment faire apparaître :

- les mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité des intervenants et des riverains durant les travaux (installation de chantier,...),
- les mesures proposées pour la gestion des déchets (valorisation,...),
- le process d'intervention spécifique au désamiantage (méthodologie de retrait, EPI,...),
- le process d'intervention pour le curage et la démolition de l'immeuble (méthodologie, sécurité,...).

ARTICLE 3 – JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres avant la candidature, conformément aux dispositions de l'article R2144-3 du code de la commande publique.

L'acheteur vérifie que les candidats satisfont aux conditions de participation à la procédure, notamment au regard des motifs d'exclusion de plein droit des marchés publics prévues par les articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique.

L'attribution du marché sera basée sur les critères suivants :

- Coût de la prestation : 50%

Le coût des prestations est apprécié à partir de chaque décomposition du prix global et forfaitaire par application des conditions suivantes :

$$\text{Note de Y} = 50 \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de Y})$$

- Valeur technique de l'intervention proposée : 50%

Le critère valeur technique est décomposé en plusieurs sous-critères :

- Nuisances et environnement du chantier :
 - Description des moyens mis en œuvre pour garantir l'hygiène sur le chantier

- Description des moyens mis en œuvre, par phase de travaux, pour garantir la sécurité des opérateurs et des riverains
- Description des installations et des accès de chantier
- Désamiantage :
 - Méthodologies de retrait des produits amiantés (avec présentation du niveau d'empoussièrement attendu et des résultats des chantiers tests/validation)
 - Description des EPI, MPC mis en œuvre
 - Détail de la métrologie envisagée
- Curage et démolition :
 - Description de la méthodologie de curage
 - Détail de la sécurisation des accès
 - Description de la méthodologie de démolition et des protections
 - Remise en état du site
- Déchets :
 - Coltinage des déchets
 - Description de toutes les filières de traitement des déchets, avec liste des exutoires envisagés

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 Date de remise des offres et mode de réponse

La date limite de dépôt des candidatures et des offres est fixée **au mercredi 21 juin 2023 à 12h00**.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur : [https:// www.marches-securises.fr/](https://www.marches-securises.fr/)

Si le soumissionnaire adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement sera examinée.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation www.marches-securises.fr et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : technique@atline.fr ou tel : 04 92 90 93 27

4.2 Conditions de la dématérialisation

Les offres devront être transmises avant le **mercredi 21 juin 2023 à 12h00**. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu. Les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le soumissionnaire en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents.

- standard.zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Pour tout autre format qui serait utilisé par le soumissionnaire, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du soumissionnaire.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de son offre préalablement par un anti-virus.

Le soumissionnaire devra reconnaître avoir pris connaissance de la notice et des conditions d'utilisation du profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Toute action effectuée sur le profil acheteur sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors de la remise des offres, le soumissionnaire est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi. Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un soumissionnaire dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le soumissionnaire en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Lorsque le soumissionnaire aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, la copie de sauvegarde devra être déposée sur une Clé USB.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

SPL Laval Mayenne Aménagements
Adresse : 17, rue de Franche Comté – 53000 Laval
Offre pour le marché public de déconstruction du bâtiment 46 situé au sein de la zone d'aménagement concerté du Quartier Ferrié à Laval (REF : 2023-SPLMA10).
Soumissionnaire :
NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

ARTICLE 5 – NÉGOCIATION

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, ou après négociation. En l'absence de négociation, les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières seront obligatoirement éliminées.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de négocier, celui-ci sélectionnera, sur la base des critères de sélection des offres, les deux (2) soumissionnaires ayant présenté une offre recevable, irrégulière ou inacceptable avec lesquels il négociera. Il entamera, avec ceux-ci, une ou plusieurs phases de négociations. Dans le cadre de la négociation, les offres irrégulières et inacceptables pourront devenir régulières et acceptables, à conditions qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de la négociation, les offres demeurant inacceptables seront éliminées. À l'inverse, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter les soumissionnaires ayant maintenu une offre irrégulière afin que ceux-ci puissent régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Ceux-ci disposeront d'un délai de cinq (5) jours francs suivants réception de la demande pour procéder à la régularisation.

La négociation aura un caractère écrit. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Elle ne pourra avoir pour effet de modifier significativement les caractéristiques principales des offres remises par les soumissionnaires ou de bouleverser leur économie générale et respectera le principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir une information simultanée à l'ensemble des candidats sur le contenu de la phase de négociation. À cet effet, les candidats devront préciser dans leur mémoire technique le nom et les coordonnées complètes (téléphone, télécopie, adresse électronique) de la personne à contacter à cette fin.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que la négociation avec les soumissionnaires est terminée, il leur sera demandé de produire un nouvel acte d'engagement, lequel constituera l'offre définitive. À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans la présente lettre de consultation.

ARTICLE 6 – VISITE DE SITE

Conformément à l'article R2151-3 du code de la commande publique, la visite du site est obligatoire.

Les visites seront réalisées selon les modalités suivantes :

- Deux visites du site sont organisées par le pouvoir adjudicateur. Les visites sont organisées le 2 juin de 11h00 à 12h00 et le 6 juin 2023 de 11h00 à 12h00.
- Lieux de la visite et rendez-vous au bâtiment 46 – rue Gêret– Laval
Contact pour toutes informations : ludovic.raison@groupement-lma.fr
- Pour prouver l'exécution de la visite, chaque opérateur économique remet l'attestation fournie par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française. Les prix seront exprimés dans l'unité monétaire Euro.

Les offres remises sont valables quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de réception des propositions, ou, en cas de négociation, de remise des offres finales.

ARTICLE 8 – INDEMNITÉ AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ PUBLIC

Aucune indemnité ne sera versée aux soumissionnaires ayant remis une offre.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DE DISCRÉTION & PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS TRANSMIS

Les candidats non retenus sont tenus, ainsi que l'ensemble de leur personnel et le cas échéant des consultants extérieurs auxquels ils peuvent faire appel, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auront eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente procédure de mise en concurrence.

La SPL Laval Mayenne Aménagements est propriétaire exclusif de tous les documents transmis pour la mise en œuvre de la présente procédure de mise en concurrence. Les droits de propriété intellectuelle en résultant appartiennent uniquement au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 – PROCÉDURE DE RECOURS

Conformément aux dispositions du décret n°2009-1455 du 27 novembre 2009, le tribunal compétent pour connaître d'un éventuel recours en matière de contrats de la commande publique est le Tribunal de Grande Instance de Rennes (Cité judiciaire, 7 rue Pierre Abélard, CS 73127, 35031 Rennes Cedex, Tél. : 02.99.65.37.37 – Fax : 02.99.31.06.15 – Courriel : tgi-rennes@justice.fr).

ARTICLE 11 – SIGNATURE DU CONTRAT

Les offres n'ont pas à être remises signées. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul opérateur économique attributaire. Pour les offres présentées par un groupement, l'acte d'engagement sera signé soit par le mandataire, lequel justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement, soit par tous les membres du groupement.

Le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique.

En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Il est rappelé que la signature d'un zip n'est pas valable et que seule la signature des documents contractuels est valable. De même, une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur et ne peut remplacer la signature électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rematérialiser les pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire étant dès lors invité à une séance de signature de ses pièces.